

Service Risques et Installations Classées
12-14 rue des Archives
94011 Créteil CEDEX

Créteil, le 13 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TAIS VEOLIA

13 rue Raoul Delattre
94290 Villeneuve-le-Roi

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/AH/N° 324GR
Code AIOT : 0007403812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement TAIS implanté au 13, rue Raoul Delattre à Villeneuve-le-Roi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TAIS
- 13 RUE RAOUL DELATTRE 94290 Villeneuve-le-Roi
- Code AIOT : 0007403812
- Régime : Autorisation

La société TAIS (groupe VEOLIA PROPRETÉ) exploite, à Villeneuve-le-Roi, un centre de tri/transit de collectes sélectives et de déchets non dangereux provenant de clients privés.

Sur ce site, l'exploitant réalise les activités suivantes :

- tri des emballages et collectes sélectives des ménages (CSM) sur une chaîne de tri dédiée ;
- tri des déchets non dangereux provenant de clients privés (entreprises, activités économiques et industrielles) sur une seconde chaîne de tri dédiée ;
- transfert d'ordures ménagères, d'apports purs (notamment de bois et de déchets verts) et de certains déchets industriels non dangereux ;
- conditionnement des déchets triés à l'aide d'une presse à balles et d'une presse polystyrène ;
- broyage de cartons, broyage et conditionnement de plastiques ;
- déchetterie professionnelle, indépendante des autres activités de tri/transit.

Le bâtiment principal est séparé en deux halls :

- le 1er hall de 5 930 m² pour l'activité de tri et de transfert ;
- le 2nd hall de 7 000 m² pour une activité de presse et de CSM.

L'installation dispose également d'une plateforme couverte de 3 250 m² dédiée à l'activité de stockage, tri, déchetage et transfert de plastique rigide.

L'établissement emploie environ 32 personnes et traite en moyenne 120 000 tonnes de déchets par an (le site est autorisé à traiter jusqu'à 200 000 tonnes par an).

Le site est ouvert du lundi au vendredi de 6h30 à 22h00 et est surveillé par une société de gardiennage 7 jours sur 7.

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubriques	Libellé	Nature de l'Installation et volume d'activités
2791-1 [A]	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	Broyage de papier / carton / Plastique : 124 t/j
2714-1 [E]	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Emballages plastiques, housses plastiques, Déchets de bois Papiers, cartons Volume maximal : 4 100 m ³
2716-1 [E]	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Transit et regroupement de déchets non dangereux Volume maximal : 5 700 m ³ .
1435-2 [DC]	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	2 pompes de distribution de 5 m ³ /h en zone de tri (gazole et fuel) 2 pompes de GO de 5 m ³ /h en zone de collecte. Volume total : 222 m ³ /an (fuel : 31 ; GO : 191)
2710-2-b [DC]	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ .	Zone déchetterie pour la collecte des petits apporteurs : – tout-venant ; – bois ; – déchets métalliques ; – papiers/cartons ; – plastiques ; – déchets verts ; – plâtre / gravats. Le volume estimé de déchets présents sur cette plate-forme est de 180 m ³ .
2715 [D]	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre. 2 alvéoles de verre pour une capacité totale de 650 m ³
2713-2 [D]	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .	Tri, transit, regroupement de métaux Surface de stockage des métaux avant et après tri : 150 m ²

A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique) ; D (Déclaration).

Les installations sont, notamment réglementées par :

- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) ;
- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables

aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005/292 du 27 janvier 2005 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008/2226 du 30 mai 2008 ;
- l'arrêté préfectoral codificatif n°2013/1037 du 25 mars 2013 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014/6728 du 8 septembre 2014 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016/2474 du 29 juillet 2016 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023/00016 du 5 janvier 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
Liste PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
Analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
Rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/01/2005, article 3.1.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Mise en demeure, respect de prescription Amende administrative	3 mois
Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Mise en demeure, respect de prescription Amende administrative	3 mois
Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 30 juillet 2024, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation, vis-à-vis des arrêtés ministériels du 20 novembre 2017 et du 20 juin 2023 et l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005, six non-conformités ont été relevées :

- Non-conformité n°1 : l'exploitant n'a pas transmis la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation (article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023).
- Non-conformité n°2 : l'exploitant n'a pas transmis les résultats de l'analyse des PFAS commentés du 3^e mois (article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023).
- Non-conformité n°3 : l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites de ces rejets aqueux de ces eaux pluviales en darse (article 3.1.5.3 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005).
- Non-conformité n°4 : l'exploitant ne dispose pas de la liste de ces équipements sous pression (ESP) (article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017).
- Non-conformité n°5 : l'exploitant n'a pas respecté les échéances de réalisation de l'inspection de l'ensemble de ces ESP (article 15.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017).
- Non-conformité n°6 : l'exploitant ne dispose pas du compte-rendu d'inspection pour l'ensemble de ces ESP (article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017).

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Liste PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a informé disposer d'une liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par tous les sites VEOLIA. Cependant, l'exploitant n'a pas transmis cette liste à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées la liste des PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

Point de contrôle n° 2 : Analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Prescription contrôlée : [...] III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a informé que la troisième analyse des PFAS a été réalisée en mai 2024. Cependant, le rapport de l'analyse des PFAS n'a pas encore été transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les résultats d'analyse commentés de mai 2024 concernant les PFAS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

Point de contrôle n° 3 : Rejet eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2005, article 3.1.5.3
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans la darse et le réseau d'assainissement public d'eaux pluviales, les valeurs limites en concentrations suivantes : MES : 30mg/L ; DBO5 : 10mg/L ; DCO : 40mg/L ; NTK : 2mg/L ; Hydrocarbures totaux : 5mg/L ; Métaux totaux : 1mg/L.
Constats : Depuis au moins 5 années, les rejets des eaux pluviales en darse sont 2 fois supérieurs aux valeurs limites d'émissions (VLE) pour la DCO, la DBO et l'azote Kjeldhal. L'exploitant a indiqué que les travaux de modernisation du réseau d'eau ont été finalisés en début d'année 2024, et qu'il prévoit de réaliser une analyse des eaux rejetées du site en novembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter les valeurs limites en concentration de ces rejets aqueux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Point de contrôle n° 4 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de liste de ces équipements sous pression (ESP). Cependant, il dispose d'un compresseur (cf. planche photographique). De ce fait, l'exploitant doit disposer d'une liste d'ESP. De plus, des compresseurs sont présents dans les chaînes de tri mais ne pouvaient pas être observés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire une liste de tous ses équipements sous pression (ESP).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 5 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un compresseur à air soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le rapport d'inspection périodique de cet équipement de moins de 4 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire réaliser le contrôle du compresseur et possiblement d'autres équipements soumis à l'AM du 20/11/2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription ; Amende administrative
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 6 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de compte-rendu d'inspection périodique de son équipement devant être contrôlé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription ; Amende administrative
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 7 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie

<p>orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> <p>Constats : La date de fabrication du compresseur datant de 2017, la requalification de cet appareil doit être réalisée au plus tard en 2027. Concernant les chaînes de tri, l'inspection des installations classées n'est pas en mesure de connaître l'échéancier de requalification périodique de ces ESP. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il a l'obligation de vérifier l'ensemble de ces équipements soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire réaliser la requalification périodique de l'ensemble de ses ESP de 10 ans ou plus par un organisme habilité.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>
--

Point de contrôle n° 8 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p> <p>Prescription contrôlée : I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit :</p>

<p>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</p> <p>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</p>
<p>Constats : Étant donné que le compresseur à air a été mis en place en 2017, l'exploitant n'est pas dans l'obligation de réaliser de contrôle de requalification de cet équipement et donc de ne pas réaliser de compte-rendu de requalification périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

Point de contrôle n° 9 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats : Le compresseur observé n'est pas dégradé et un marquage est bien présent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Annexe 1 : Planche Photographique



Plateforme de stockage extérieure



Zone de stockage des balles avant transfert



Compresseur soumis à la réglementation ESP



Plaque du compresseur